



Centre INRAE Occitanie-Toulouse
Etablissement Public à caractère scientifique et technologique (EPST)
Unité expérimentale de La Fage
La Fage
12 250 SAINT JEAN SAINT PAUL

Cahier des Clauses Particulières

Marché de fournitures et de services Marché à procédure adaptée

Objet de la consultation : Fourniture d'aliments complémentaires ovins pour l'unité expérimentale de La Fage du Centre INRAE Occitanie-Toulouse

Acheteur :

Centre INRAE Occitanie – Toulouse

Unité expérimentale de La Fage

La Fage

12 250 SAINT JEAN SAINT PAUL

Représentée par **Mme Séverine DERETZ**, en sa qualité de Directrice de l'UE de La Fage

SIRET : 180 070 039 01142

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
ARTICLE 1 : CONTEXTE GENERAL, DEFINITION ET CARACTERISTIQUES DU BESOIN , ET OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.1. Présentation du centre INRAE Occitanie-Toulouse et de l'UE 0321 Domaine de La Fage	4
1.2. Définition du besoin	4
1.3. Objet de la consultation	4
1.4. Caractéristiques techniques	4
ARTICLE 2 : PROCEDURE ET ALLOTISSEMENT	5
2.1 Procédure	5
2.2 Allotissement	6
ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES	6
ARTICLE 4 : DISPOSITIONS GENERALES	6
4.1. Type d'accord-cadre	6
4.2. Conditions d'attribution des bons de commande	6
ARTICLE 5 : DUREE ET DELAI D'EXECUTION DU MARCHE	7
ARTICLE 6 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 7 : LIVRAISON	7
7.1. Lieu et modalités de livraison	7
7.2. Délai de livraison	7
ARTICLE 8 : VERIFICATIONS ET DECISION A L'ISSUE DES VERIFICATIONS	8
8.1. Vérifications simples	8
8.2. Modalités de vérification approfondies	8
8.3. Décisions après vérifications : admission, ajournement, réfaction, rejet	8
ARTICLE 9 : GARANTIE	8
ARTICLE 10 : INTERVENANTS	8
10.1 Co-traitance	8
10.2 Sous-traitance	8
ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	9
ARTICLE 12 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	9
12.1 Objet	9
12.2 Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance	9
12.3 Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement	10
12.3.1 Engagement du sous-traitant	10
12.3.2 Sous-traitance	11
12.3.3 Droit d'information des personnes concernées	11
12.3.4 Exercice des droits des personnes	11
12.3.5 Notification des violations de données à caractère personnel	11

12.3.6 Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations	12
12.3.7 Mesures de sécurité	12
12.3.8 Sort des données	13
12.3.9 Délégué à la protection des données	13
12.3.10 Registre des catégories d'activités de traitement	13
ARTICLE 13 : CLAUSE D'INSERTION SOCIALE	14
ARTICLE 14 : CLAUSES ENVIRONNEMENTALES, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	14
14.1. Protection de l'environnement	14
14.2. Modalités de transport	14
ARTICLE 15 : PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT	14
15.1. Prix et modalités de variation du prix	14
15.2. Evolutions techniques ou réglementaires	15
15.3. Problèmes temporaires d'approvisionnement	15
15.4 Modalités de paiement	15
15.5. Paiement des co-traitants et des sous-traitants	17
15.5.1 Paiement des co-traitants	17
15.5.2. Paiement des sous-traitants	17
15.6. Avance	17
ARTICLE 16 : ASSURANCES	18
ARTICLE 17 : RESPONSABILITE ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE	18
17.1. Dommages	18
17.2 Obligation de résultat	18
17.3. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	19
17.4. Zones à régime restrictif (ZRR)	19
ARTICLE 18 : REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	19
ARTICLE 19 : PENALITES	19
19.1. Pénalités : généralités	19
19.2. Pénalités pour travail dissimulé	19
19.3. Autres pénalités spécifiques	20
ARTICLE 20 : RESILIATION	21
20.1. Conditions de résiliation	21
20.2. Redressement ou liquidation judiciaire	21
ARTICLE 21 : LITIGES	21
ARTICLE 22 : CONTACTS	21
ARTICLE 23 : DEROGATIONS AU CCAG FCS	22

ARTICLE 1 : CONTEXTE GENERAL, DEFINITION ET CARACTERISTIQUES DU BESOIN , ET OBJET DE LA CONSULTATION

1.1. Présentation du centre INRAE Occitanie-Toulouse et de l'UE 0321 Domaine de La Fage

L'Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement (INRAE) est un organisme de recherche scientifique publique finalisée, placé sous la double tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture, et de la Pêche. Ses recherches concernent les questions liées à l'agriculture, à l'alimentation et à la sécurité des aliments, à l'environnement et à la gestion des territoires, avec un accent tout particulier en faveur du développement durable.

Ses missions générales sont :

- de produire et de diffuser des connaissances scientifiques ;
- de concevoir des innovations et des savoir-faire pour la société ;
- d'éclairer, par son expertise, les décisions des acteurs publics et privés ;
- de développer la culture scientifique et technique et participer au débat science/société ;
- de former à la recherche et par la recherche.

Ainsi, situé sur le Causse du Larzac (800 m d'altitude), le Domaine de La Fage est un site expérimental du centre Occitanie-Toulouse, rattaché au Département de Génétique Animale pour les ovins laitiers et allaitants. Les thèmes expérimentaux mis en œuvre sont :

- l'analyse de la variabilité génétique des caractères de production laitière et des caractères d'aptitudes fonctionnelles ou de résistance aux maladies en race ovine de Lacaune (lait);
- les automatismes en élevage ovin ;
- la définition des objectifs d'amélioration génétique pour des brebis allaitantes à productivité élevée valorisant des espaces à contraintes (parcours de Causse) avec réduction des intrants.

1.2. Définition du besoin

Le Domaine de la Fage a besoin d'aliments complémentaires pour les troupeaux ovins lait et ovins viande. Le besoin pour les ovins lait correspond à la campagne laitière 2025/2026 avec l'approvisionnement en tourteau tanné pour les brebis Lacaune en lactation et d'aliments d'engraissement. Les aliments fournis doivent impérativement répondre aux obligations du cahier des charges de l'AOP Roquefort. Le besoin pour le troupeau ovin viande, de race Romane, correspond à la fourniture d'aliment engraissement agneaux pour la période de juin à octobre 2026. Les aliments fournis et distribués aux deux troupeaux doivent obligatoirement aux exigences techniques telles que décrites dans le présent document.

1.3. Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la fourniture d'aliments complémentaires pour les troupeaux ovins lait et ovins viande de différentes catégories (animaux en croissance, en production laitière, à l'engraissement) pour la campagne 2025-2026 (novembre 2025 à octobre 2026) à l'unité expérimentale de La Fage, sise au Domaine expérimental de La Fage, La Fage, 12 250 SAINT JEAN SAINT PAUL.

1.4. Caractéristiques techniques

Les aliments devront respecter les caractéristiques suivantes :

Spécification technique	Domaine de La Fage - Aliments 2025-2026					
CATEGORIE	MAT (matière azotée totale)	UF / kg brut	OGM	Quantités indicatives non contractuelles (en tonnes)	Conditionnement	Livraisons indicatives non contractuelles *
Tourteau tanné pour les brebis en lactation	40% à +/- 2	1 UFL* (+/- 0,1)	Garanti sans OGM	25 (à +/- 10)	Vrac	3 livraisons
Engraissement Agneaux	15,5% à +/- 1	0,93 UFV* (+/- 0,02)	Garanti sans OGM	50 (à +/- 10)	Vrac	5 livraisons
<p>* UFL : Unité fourragère Lait</p> <p>* UFV : Unité fourragère Viande</p> <p>*Les quantités mentionnées ne sont qu'indicatives, et non un engagement de commande.</p>						

Les éléments suivants sont précisés dans l'offre du titulaire :

- les valeurs alimentaires (énergie, protéine, minéraux...) par catégorie d'aliments,
- la liste des matières premières ainsi que leur pourcentage pondéral.

Les spécificités des tourteaux tannés pour les brebis en lactation sont précisées dans l'offre du titulaire, et les valeurs alimentaires ci-dessous du nouveau référentiel INRAE (SYSTALI) sont précisées dans l'offre du titulaire :

- DMO : Digestibilité de la matière organique
- ADL : Lignine (Acid Detergent Lignin)
- MG : Matière grasse
- MAT : Matière azotée totale
- CB : Cellulose Brute
- MS : Matière Sèche
- Amidon
- PDIA

La composition des aliments est détaillée dans l'offre du titulaire.

ARTICLE 2 : PROCEDURE ET ALLOTISSEMENT

2.1 Procédure

La procédure allotie est passée selon des modalités librement fixées par le pouvoir adjudicateur en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 à R. 2123-8 du code de la commande publique.

2.2 Allotissement

Le marché n'est pas alloti au sens de l'article L. 2113-10 du code de la commande publique au motif que cela risquerait de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre décroissant de priorité suivant :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le Bordereau de Prix Unitaires correspondant à l'offre financière retenue (base ou variante) ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG / FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 consultable à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>;
- Les bons de commande émis par le centre INRAE-Occitanie-Toulouse ;
- L'offre technique et financière du Titulaire (dans ses informations non contraires au présent marché) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance, et modifications du contrat (avenants).

Durant toute l'exécution du marché, le titulaire devra se conformer à toutes lois, normes, décrets et textes réglementaires en vigueur régissant l'exercice des activités liées au présent marché public.

Les conditions générales de vente du titulaire, en particulier, ne peuvent pas contredire les clauses contractuelles du marché et ne sont considérées comme des pièces contractuelles que si l'acheteur les accepte expressément.

Il est expressément stipulé que toute clause portée dans l'offre ou dans une documentation quelconque du Titulaire qui serait contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite.

Le titulaire déclare parfaitement connaître le C.C.A.G. mentionné bien qu'il ne soit pas matériellement joint au marché, accessible à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

Du fait de la notification du marché, les pièces mentionnées au présent article deviennent contractuelles.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS GENERALES

4.1. Type d'accord-cadre

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire conclu avec **maximum de 70 000 euros HT** pour toute la durée de l'accord-cadre en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Les prestations sont définies au présent CCP et seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) selon les stipulations fixées dans le présent document.

4.2. Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins par courriel, de manière dématérialisée, et/ou courrier avec accusé de réception.

Ainsi, le titulaire doit fournir une adresse de messagerie électronique pérenne à laquelle ces documents seront transmis.

Chaque bon de commande sera notifié au titulaire dans les conditions définies à l'article 3.7 du CCAG FCS.

Ils pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Les bons de commande en cours d'exécution après le terme du marché ne pourront être exécutés au-delà de trois (3) mois après la durée de validité du marché, conformément à l'article 3.8.3 du CCAG FCS. Seuls les bons de commande du représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.

ARTICLE 5 : DUREE ET DELAI D'EXECUTION DU MARCHÉ

L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification et prendra fin au 15 octobre 2026.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre. Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur et/ou à l'adresse postale et/ou électronique, par dérogation aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date inscrite sur le bon de commande.

Les décisions ou communications relatives à des prestations sous-traitées sont adressées au titulaire qui a seule qualité pour présenter des réserves.

Les prestations sont exécutées à la demande expresse de INRAE. Celle-ci adressera au titulaire, préalablement à l'exécution des prestations un bon de commande signé, daté définissant la nature des prestations et à partir des prix unitaires figurant sur le Bordereau des Prix Unitaires.

Les bons de commande sont écrits. Ils sont validés, numérotés et datés par le pouvoir adjudicateur. Ils sont notifiés en un seul exemplaire par courriel et/ou courrier avec accusé de réception.

Les délais fixés dans les bons de commande ont valeur contractuelle. Leur non-respect peut entraîner des pénalités à l'encontre du titulaire.

ARTICLE 7 : LIVRAISON

7.1. Lieu et modalités de livraison

Les aliments devront être livrés à l'adresse suivante : Centre INRAE Occitanie-Toulouse, Domaine de La Fage, 12 250 SAINT JEAN SAINT PAUL. Les déchargements s'effectueront par vis et par air pulsé dans les silos. Les livraisons se feront en principe par 10 tonnes, cependant des livraisons complémentaires d'un tonnage inférieur peuvent être demandées.

7.2. Délai de livraison

La livraison des aliments sera réalisée au plus tard **3 jours maximum suivant la date de réception des bons de commande** par le titulaire. Si le titulaire prévoit un délai inférieur à 3 jours dans son mémoire technique, celui-ci engage le titulaire.

La composition des aliments devra être conforme à la législation en vigueur.

Le titulaire devra indiquer, systématiquement, au moment de la livraison et pour chaque aliment livré, la formule détaillée.

En application de l'article 18 du CCAG FCS les risques afférents au transport et à la livraison des fournitures incombent au titulaire.

ARTICLE 8 : VERIFICATIONS ET DECISION A L'ISSUE DES VERIFICATIONS

8.1. Vérifications simples

Le pouvoir adjudicateur effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

8.2. Modalités de vérification approfondies

Les opérations de vérifications sont réalisées conformément aux stipulations du CCAG FCS et notamment de ses articles 27 et suivants.

Par dérogation à l'article 27 du CCAG FCS, la présence du titulaire lors des opérations de vérification n'est pas requise.

Les vérifications plus approfondies seront réalisées dans les locaux des lieux de livraison.

8.3. Décisions après vérifications : admission, ajournement, réfaction, rejet

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

ARTICLE 9 : GARANTIE

Par dérogation à l'article 33 du CCAG FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimale de six (6) mois à compter de la date d'admission et d'une garantie maximale correspondant à la date limite d'utilisation inscrite sur l'aliment concerné. Dans son offre, le titulaire peut proposer une durée de garantie supérieure pour certaines prestations qu'il désignera.

Le reste des dispositions de l'article 33 du CCAG FCS s'appliquent.

ARTICLE 10 : INTERVENANTS

10.1 Co-traitance

En cas de groupement d'opérateurs économiques ce dernier peut être :

- soit conjoint (lorsque chaque membre du groupement s'engage à exécuter le (ou les) prestation(s) susceptible(s) de lui être confiée(s) dans l'accord-cadre),
- soit solidaire (lorsque chaque membre du groupement est engagé sur la totalité de l'accord-cadre).

Dans les deux formes de groupement, l'un des membres, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement et en coordonne les prestations.

Le mandataire d'un groupement conjoint est solidaire, pour exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

10.2 Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire devra obligatoirement renseigner une déclaration de sous-traitance par sous-traitance.

ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

ARTICLE 12 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

12.1 Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant (ici le titulaire du marché) s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement (ici l'INRAE Occitanie-Toulouse) les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Le présent marché déroge à l'article 5.2.3 du CCAG auquel fait référence le marché, conformément aux exigences du règlement européen sur la protection des données.

Par dérogation à l'article 5.2.2. du CCAG FCS, en cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, celles-ci s'appliquera de plein droit.

12.2 Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour exécuter le présent marché.

La ou les finalité(s) du traitement sont :

- La communication dans le cadre de l'exécution du présent marché
- Autres : Fourniture d'aliments pour ovins pour L'UE de La Fage du Centre INRAE Occitanie-Toulouse

Les données à caractère personnel traitées sont :

- Nom/Prénom
- Coordonnées téléphoniques
- Adresse physique
- Adresse électronique
- Photo
- Identifiant
- Profession

Les catégories de personnes concernées sont :

- Agents d'INRAE Occitanie-Toulouse
- Salariés du titulaire du marché
- Sous-traitant(s) du titulaire du marché

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires suivantes :

- Nom/Prénom
- Coordonnées téléphoniques
- Adresse physique
- Adresse électronique
- Photo
- Identifiant
- Profession

La nature des opérations réalisées sur les données par le sous-traitant est :

- Collecte (captation directe par le sous-traitant de données personnelles)
- Enregistrement (sauvegarde des données par le sous-traitant)
- Organisation (classement des données par le sous-traitant)
- Conservation (stockage des données sur une certaine durée par le sous-traitant)
- Modification (modification des données par le sous-traitant)
- Extraction (sélection de données pertinentes dans un ensemble de données par le sous-traitant)
- Consultation (prise de connaissance des données par le sous-traitant)
- Utilisation (toute forme d'exploitation des données par le sous-traitant)
- Communication (diffusion des données par le sous-traitant, par exemple à un sous-traitant ultérieur de ce dernier)
- Rapprochement (croisement de données entre-elles par le sous-traitant afin d'en déduire des informations supplémentaires)

12.3 Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

12.3.1 Engagement du sous-traitant

Le sous-traitant s'engage à :

- traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la sous-traitance ;
- traiter les données **conformément à la bonne exécution du contrat**. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent contrat :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut** ;
- Respecter son devoir d'alerte, d'assistance et de conseil vis-à-vis du responsable de traitement. Ainsi le sous-traitant s'engage d'une part, à signaler au responsable de traitement toute instruction qui constituerait une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union Européenne ou de ses Etats membres.
D'autre part, le sous-traitant s'engage à aider le responsable de traitement à garantir le respect de ses obligations en matière de sécurité du traitement, de notification de violation de donnée et d'analyse d'impact sur la vie privée.
Enfin, le sous-traitant s'engage à assister le responsable de traitement dans le traitement des demandes d'exercice de droit des personnes concernées (droit d'accès, droit de rectification, droit à la portabilité, droit d'opposition, droit d'effacement, droit à la limitation, droit de ne pas faire l'objet d'une décision automatisée).
- Le sous-traitant, sur demande, met à la disposition du responsable de traitement **la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** y compris dans le cas d'un éventuel audit ou d'une inspection.

12.3.2 Sous-traitance

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Le sous-traitant doit obtenir au préalable l'agrément du responsable de traitement par le biais du formulaire DC4, dont l'usage est obligatoire pour tout ajout ou remplacement d'un sous-traitant ultérieur.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

12.3.3 Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

12.3.4 Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes de droit des personnes concernant le présent marché, le sous-traitant doit transmettre les demandes à l'adresse cil-dpo@inrae.fr.

12.3.5 Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel sans délai après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : mail suivi d'un courrier. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte du responsable de traitement, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant communique, au nom et pour le compte du responsable de traitement, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

12.3.6 Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation :

- d'analyses d'impact relative à la protection des données,
- de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

12.3.7 Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;

- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

12.3.8 Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, en fonction de ce qu'il lui est demandé par le responsable du traitement, le sous-traitant s'engage à :

- Détruire toutes les données à caractère personnel ;

OU

- Renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable du traitement et détruire les copies existantes ;

Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction sous la forme d'un certificat de destruction qui sera communiqué par mail au responsable de traitement en la personne de l'opérationnel en charge du suivi du présent marché. En l'espèce, un certificat de destruction est un document écrit, daté et signé par le représentant légal du sous-traitant et mentionnant la date de destruction des données, et les éléments d'identification du sous-traitant (dénomination sociale, domiciliation, numéro SIRET/SIREN, nom du représentant légal). Ce certificat engage la responsabilité du sous-traitant quant à la complète destruction des données personnelles traitées dans le cadre du présent marché.

Avant toute destruction il doit respecter les durées légales de conservation.

12.3.9 Délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

12.3.10 Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

ARTICLE 13 : CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

Le présent marché ne prévoit pas de clause d'insertion sociale au sens de l'article 16 du CCAG FCS.

ARTICLE 14 : CLAUSES ENVIRONNEMENTALES, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

14.1. Protection de l'environnement

Conformément à l'article 7.1 du CCAG FCS, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 7.2. du CCAG FCS, en cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, celles-ci s'appliquera de plein droit.

Conformément à l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, le Titulaire s'engage à respecter les conditions d'exécution en vue de la protection de l'environnement.

14.2. Modalités de transport

Comme indiqué dans l'article 21 du CCAG FCS, le titulaire veille à **limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés.**

La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, **d'éviter la circulation pendant les heures de pointe.**

Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison.

Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Ainsi, si le délai de livraison le permet, le titulaire évite le recours à l'avion, et/ou utilise des véhicules économes en carburant traditionnel, et/ou utilise des véhicules totalement ou partiellement électriques ou compatibles GPL ou GNV, et recourt à des véhicules réduisant les nuisances sonores.

Le titulaire indiquera dans son offre le nombre de kilomètres parcourus depuis le dernier site de fabrication vers le site de livraison.

ARTICLE 15 : PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

15.1. Prix et modalités de variation du prix

Les prestations sont réglées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU). La liste des fournitures figurant dans le BPU n'est pas exhaustive.

Les prix comprennent toutes charges fiscales, parafiscales, ainsi que tous les frais afférents à l'assurance, au stockage, au transport, à la main d'œuvre, à la participation à toutes réunions ou déplacements nécessités par le marché public ainsi que d'une façon générale tous frais nécessaires pour la mise en œuvre des dispositions nécessaires à la réalisation des prestations de du marché public.

Les prix sont assujettis à la TVA et sont exprimés en euros.

Les prix sont ajustables, en cas d'évolution technique ou réglementaire, en fonction de l'évolution du tarif du titulaire remis lors de son offre. Ces ajustements se feront par le biais d'un devis, tel que prévu à l'article « évolutions techniques ou réglementaires » ci-dessous.

La date d'établissement du prix initial est celle du MO et correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire. Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation, la date à prendre en compte est la date de remise de l'offre finale par le titulaire.

Les prix de l'accord-cadre sont fermes et définitifs, en vertu des articles R.2112-9 et suivants du Code de la commande publique.

Si dans le cadre d'un besoin spécifique, INRAE doit commander des fournitures dont la formulation est spéciale et ne figurant pas au BPU, INRAE demandera un devis au titulaire. Le devis précisera un descriptif des fournitures, leur quantité, la composition attendue des aliments pour ou ovins, et les références.

15.2. Evolutions techniques ou réglementaires

La liste des fournitures objets de l'accord-cadre est fixée dans le présent CCP, qui fait partie intégrante des présentes.

En cas d'évolution technologique, de changement de technique ou de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, et **après accord du centre INRAE Occitanie-Toulouse**, le titulaire a la possibilité de modifier ou de remplacer les fournitures figurant sur cette liste par des fournitures jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins de l'UE LA FAGE.

Les modifications substantielles, telles que l'insertion de nouveaux produits portant de nouvelles références et de nouveaux prix, seront contractualisées par voie d'avenant.

A l'inverse, pour un produit existant déjà sur la liste, les modifications portent sur les numéros de références, les modifications de prix, les appellations de produits ou la mise à jour de ces produits, il suffit que le titulaire fournisse un nouveau devis pour que soit entériné ces modifications **mineures**. Il s'agira alors d'ajustement visés à l'article « prix et modalités de variation du prix » ci-dessus.

15.3. Problèmes temporaires d'approvisionnement

En cas de problèmes temporaires d'approvisionnement, le titulaire peut proposer un produit de remplacement qui devra être impérativement validé par le pouvoir adjudicateur. Le prix du produit de substitution palliant la rupture d'approvisionnement ne pourra être supérieur au prix convenu au présent accord-cadre.

15.4 Modalités de paiement

Le règlement du titulaire interviendra selon l'échéancier prévu à l'article « échéancier de paiement » du présent document.

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique entre en vigueur, à compter du 1er janvier 2020, pour l'ensemble des entreprises françaises et étrangères travaillant avec l'Etat.

Ainsi, Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation **Chorus Pro**, conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique. L'utilisation du portail de facturation étant exclusive de tout autre mode de transmission, lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

A cet effet, la dématérialisation des factures transmises est obligatoire et leur dépôt doit se faire sous Chorus Pro (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>) au format PDF.

Les factures électroniques doivent comprendre, outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- La date d'émission de la facture
 - La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
 - Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
 - Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire,
 - Le **numéro du marché**, **ou** le **numéro de bon commande attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture**, *
 - Les prestations réalisées par site ou fournitures livrées ,
 - Le montant HT des prestations ou fournitures,
 - Le taux et le montant de la TVA,
 - Le montant total TTC.
-
- Le numéro SIRET, qui identifiera l'INRAE en tant que destinataire de la facture :
18007003901134
 - Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande (45+8 chiffres) transmis pour acter votre prestation (voir schéma ci-dessous)
 - Service d'Etat : non
 - Structure active sur Chorus Pro : oui
 - Receveur EDI : non
 - Codes services : non

***N.B. : le numéro de bon de commande ou numéro du marché INRAE est à renseigner dans le champ « numéro d'engagement » sous Chorus Pro comme selon l'exemple ci-dessous :**

The diagram shows an INRAE order form with two callouts. A blue callout points to the 'Référence' field, which contains '4500004520'. A pink callout points to the 'Marché n°' field, which contains '2023C15N000001'.

INRAE
la science pour la vie, l'humain, la terre
147 RUE DE L'UNIVERSITÉ
75338 PARIS CEDEX
N° TVA IC : FR57180070039
N° Siret / Siren : 18007003901803
Code service :

Bon de commande / Ordre de service

Marché n° 2023C15N000001
Tranche/Lot/Période n°01

numéro de bon de commande

Référence à rappeler à la facture/dépôt dans Chorus : 4500004520

CRB: 0061
Date d'émission: 10.02.2025
Page 1/1

Société XXX
avenue du général De Gaulle
31000 TOULOUSE
Tél : Fax : Réf : 3932

Les fournisseurs peuvent prendre connaissance des modalités de dépôt en consultant les liens suivants :

- Pour les anglophones : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/communaute-chorus-pro-la-documentation-est-disponible-en-anglais/>
- Pour les francophones : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre INRAE d'Occitanie – Toulouse. Le paiement sera effectué par virement administratif au compte indiqué par le titulaire dans le présent document.

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

Le règlement sera effectué au compte bancaire ou postal indiqué par le titulaire dans le présent document.

15.5. Paiement des co-traitants et des sous-traitants

15.5.1 Paiement des co-traitants

Chaque membre du groupement conjoint perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

15.5.2. Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de quinze (15) jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

15.6. Avance

Le Titulaire bénéficie d'une avance, dans les conditions des articles R. 2191-3 et R. 2191-5 du code de la Commande Publique sauf renonciation expresse du titulaire dans l'acte d'engagement du lot concerné, pour chaque bon de commande d'un **montant supérieur à 50 000 € HT** et d'une **durée d'exécution supérieure à 2 mois**. Dans ce cas, l'avance est calculée pour chaque bon de commande.

Pour la présente consultation, l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS s'applique pour l'ensemble des lots : son montant est de 5 pour cent (5%) du montant TTC du bon de commande ; si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Toutefois, en vertu de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique et plus particulièrement de son 2°, **lorsque le titulaire du marché public (ou son sous-traitant admis au paiement direct, cf. : article R.2151-13 du code de la commande publique) est une petite ou moyenne entreprise, le taux minimal de l'avance est porté à 10%.**

Si les conditions fixées à l'article R. 2191-3 ne sont pas remplies, et en vertu de l'article R.2191-4 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit de verser une avance facultative au titulaire après que le titulaire en aura formulé la demande auprès de l'acheteur. Les modalités de versement de l'avance seront laissées à la libre appréciation de l'acheteur.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

Le mandatement de l'avance forfaitaire interviendra sans formalité dans le délai d'un mois suivant la notification du marché.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Attention, en revanche, aucune prime pour avance ne sera consentie dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 16 : ASSURANCES

Par dérogation aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai maximum de cinq (5) jours suivant le courrier d'information au candidat pressenti, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il devra par la suite remettre, tous les six mois, au pouvoir adjudicateur une attestation d'assurance actualisée durant toute l'exécution de l'accord-cadre.

Conformément à l'article 1245 du Code Civil et aux articles 8 et 9 du CCAG FCS, le titulaire est notamment responsable du ou des dommages causés par un défaut de ses matériels qu'il soit ou non lié à la victime par contrat.

Le titulaire devra fournir les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre.

En outre, tant que les matériels restent la propriété du titulaire, celui-ci dégage INRAE, sauf faute d'INRAE, de toute autre cause que les explosions atomiques ou la radioactivité artificielle.

ARTICLE 17 : RESPONSABILITE ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

17.1. Dommages

Conformément aux principes du code civil articles 1386-1 et suivants, le titulaire de chaque marché est notamment responsable du ou des dommages causés par un défaut de ses matériels qu'il soit ou pas lié à la victime du contrat.

En outre, tant que les matériels restent la propriété du Titulaire, celui-ci dégage INRAE, sauf faute d'INRAE, de toute responsabilité à raison des dommages subis par les matériels du fait de toute autre cause que des explosions atomiques ou radioactivité artificielle.

Le titulaire ne peut être tenu responsable des dommages occasionnés à l'acheteur suite à des détériorations provoquées par le gel, les incendies, les dégâts des eaux, les tremblements de terre, les pannes d'alimentation électrique, les incidents électriques extérieurs tels les orages, les vols, les dégradations volontaires, les négligences ou les utilisations anormales des installations par le personnel de l'acheteur.

En revanche, la responsabilité du titulaire est engagée pour les accidents ou incidents corporels ou matériels qui peuvent survenir et qui sont dus à une faute ou négligence de son personnel lors de l'exécution du présent marché.

17.2 Obligation de résultat

Dans le cadre de la présente consultation, le titulaire est tenu à une obligation de résultats, celle de fournir une prestation de qualité selon les critères définis au présent document.

Par conséquent, il appartient au titulaire de mettre en œuvre tous les moyens (humains et matériels) nécessaires et suffisants pour atteindre cet objectif.

17.3. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Par dérogation à l'article 6.2. du CCAG FCS, en cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, celles-ci s'appliquera de plein droit.

17.4. Zones à régime restrictif (ZRR)

Lorsque les prestations de services sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées par la réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par le décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011.

Cette réglementation prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif (ZRR). À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner de telles zones.

ARTICLE 18 : REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du marché initial.

ARTICLE 19 : PENALITES

19.1. Pénalités : généralités

En cas de non-respect des conditions d'exécution du présent marché, et par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer au titulaire les pénalités prévues au présent article sans mise en demeure préalable. Ces pénalités sont déduites du montant restant dû par l'acheteur ou font l'objet d'un ordre de reversement à l'encontre du Titulaire. Elles restent dues en cas de résiliation du marché.

Par dérogation aux articles 14.1.2. et 14.1.3 du CCAG/FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000€ HT pour l'ensemble du marché, et le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné. Les pénalités sont dues dès le premier euro et dès le premier jour de retard. Celles-ci sont exprimées en jours calendaires, et incluent donc les samedis, les dimanches et les jours fériés.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Ainsi, le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

19.2. Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

19.3. Autres pénalités spécifiques

L'établissement se réserve la possibilité d'imputer au titulaire les pénalités décrites ci-dessous au présent article.

Le présent article déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné, par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS.

Les pénalités de retard pourront être appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalités de retard	Journalière	200 €	Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci peut encourir, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 200 euros HT
Pénalité par prestation complémentaire, commandée par le pouvoir adjudicateur et non assurée	Forfaitaire	40 %	Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci peut encourir, par prestation complémentaire non assurée et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 40% du montant de cette prestation.
Pénalité pour toute interdiction expresse non respectée	Journalière	200 €	Lorsque le titulaire ne respecte pas les interdictions expresses formulées par le pouvoir adjudicateur, celui-ci peut encourir, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 200 euros HT
Pénalité pour non-respect des exigences techniques ou engagements qualitatifs et quantitatifs tels que défini dans le cahier des charges.	Forfaitaire	200 €	Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'imputer au titulaire, sans mise en demeure préalable, des pénalités pour non-respect des engagements qualitatifs ou quantitatifs par le titulaire tels que défini dans le cahier des charges. Cette pénalité est de 200 euros HT par constat.
Pénalité pour utilisation de matériel hors d'usage ou défectueux	Journalière	150 €	Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'imputer au titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, des pénalités pour utilisation de matériel hors d'usage ou défectueux. Pour chaque matériel, cette pénalité est de 150 euros HT par constat et par jour.
Pénalité pour défaut de respect des consignes liées à la sécurité d'un bâtiment prévues dans le Plan de Prévention	Forfaitaire	100 €	Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'imputer au titulaire, sans mise en demeure préalable, des pénalités pour défaut de respect des consignes liées à la sécurité d'un bâtiment prévues dans le Plan de Prévention. Cette pénalité est de 100 euros HT par constat.
Pénalité en cas de défaut ou retard dans la	Journalière	150 €	En cas de défaut ou retard dans la mise à disposition des documents prévus au présent accord-cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité

mise à disposition des documents		d'imputer au titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 150 euros HT par jour de retard.
----------------------------------	--	--

ARTICLE 20 : RESILIATION

20.1. Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

20.2. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 21 : LITIGES

En cas de litige, les cocontractants s'efforcent de trouver une solution amiable pour régler leur différend.

A défaut d'entente entre les contractants, seul le Tribunal administratif de Toulouse peut être saisi. Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

ARTICLE 22 : CONTACTS

ADRESSE	CONTACTS TECHNIQUES	CONTACTS ADMINISTRATIFS
INRAE Domaine de la Fage La Fage 12250 ST JEAN ST PAUL	UE LA FAGE Sébastien ARLES Tel : 05 65 99 02 16 @ : sebastien.arles@inrae.fr	Stéphane Comby Tel : 05 65 99 02 16 @ : stephane.comby@inrae.fr

ARTICLE 23 : DEROGATIONS AU CCAG FCS

Compte-tenu de la hiérarchie des pièces contractuelles, l'absence de mention d'une dérogation au C.C.A.G. FCS par le présent article ou dans le corps d'une pièce particulière du marché, ne fait aucunement obstacle à son caractère pleinement applicable au titulaire. Il est expressément stipulé que la liste des dérogations au C.C.A.G. FCS n'a qu'une valeur indicative.

Cette liste n'est donc pas nécessairement exhaustive. Par conséquent, les dispositions dérogatoires au C.C.A.G. FCS qui ne figureraient pas dans la liste ci-dessus conserveraient néanmoins toute leur valeur contractuelle pour l'exécution du présent marché.

- L'article 3 du présent document déroge à l'article 4.1 du CCAG FCS,
- L'article 6 du présent document déroge à l'article 3.1 du CCAG FCS,
- L'article 8.2 du présent document déroge à l'article 28 et à l'article 27 du CCAG FCS,
- L'article 9 du présent document déroge à l'article 33 du CCAG FCS,
- L'article 12.1 du présent document déroge à l'article 5.2.2 et 5.2.3 du CCAG FCS,
- L'article 14.1 du présent document déroge à l'article 7.2 du CCAG FCS
- L'article 16 du présent document déroge à l'article 9 du CCAG FCS,
- L'article 17.3 du présent document déroge à l'article 6.2 du CCAG FCS,
- Les articles 19.1 et 19.3 du présent document déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2, et 14.1.3 du CCAG FCS.